



Pour imposer d'autres choix aux Finances, Toutes et tous dans l'action le 20 mars 2014

Les fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO et CFDT se sont rencontrées le 4 mars 2014. Nos organisations considèrent que les annonces faites par le Gouvernement, et en particulier les 50 milliards d'euros d'économies programmées, participent d'une logique inacceptable d'austérité. Ces mesures attaquent inévitablement le financement des services publics, de la protection sociale et de la solidarité nationale alors que les besoins sociaux ne cessent d'augmenter.

Ces choix ont été confirmés au dernier CTM le 7 février dernier. Ainsi, le Secrétaire général de Bercy a précisé que tous les enjeux de « *dialogue social* » resteraient contraints par le cadre budgétaire décidé par le Gouvernement. Cela se traduit concrètement par une véritable purge budgétaire, dans les administrations et établissements, mettant en péril l'exercice même des missions et aggravant toujours plus les conditions de vie au travail des agents. La baisse des dépenses publiques a aussi des conséquences dramatiques sur les conditions de vie des retraités « *Finances* ».

Alors que l'avenir des missions des agents des Finances est incertain, les propositions mises en débat dans les Assises de la Fiscalité font craindre de nouvelles réorganisations. Les projets à vocation « *stratégique* » et autres « *plan d'action* » élaborés par les administrations et institutions financières ne répondent pas aux attentes des agents.

Nos fédérations exigent un moratoire sur toutes les réformes en cours. Les moyens doivent être donnés aux services pour assumer la globalité de leurs missions dans les domaines de la lutte contre les fraudes (fiscales, économiques, douanières et industrielles), du recouvrement de l'impôt, de la gestion des comptes publics, de la réglementation, de la régulation, du contrôle des acteurs financiers et du développement de la protection des consommateurs.

Il est urgent que s'ouvrent, dans un premier temps, de véritables négociations sur :

- les missions et les emplois (volume, recrutements, rémunérations, formations initiales et continues, qualifications, promotions, non-titulaires...);
- la dynamisation des politiques d'action sociale et de santé au travail.

Face à une situation sociale qui ne cesse de se dégrader depuis des années aux Finances, les fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO et CFDT ont décidé de soutenir les appels à la grève et à la mobilisation du 20 mars 2014 faits par les organisations syndicales de la Douane, de la DGFIP et de la DGCCRF. Plus largement, elles appellent les agents des Finances à se mobiliser et à participer massivement aux actions organisées à Paris et en territoire ce jour-là.

Paris, le 4 mars 2014.